



Déclaration liminaire CGT Finances Publiques

Jeudi 9 juillet

Comité Social d'Administration Local de la DGE (CSAL)

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Nous connaissons des épisodes de canicules historiques depuis le mois de mai. La dernière vague de chaleur a fait suffoquer des millions de personnes à la fin du mois de juin, le plus chaud jamais enregistré dans le pays.

Les conséquences sont dramatiques avec les décès provoqués par la chaleur et dont le nombre à ce jour n'est pas encore entièrement connu, la suffocation dans les passoires thermiques devenues bouilloires thermiques, les incendies qui ravagent des milliers d'hectares.

De nombreux.ses travailleur.euses font face à des conditions de travail insupportables et les accidents mais aussi les décès surviennent encore plus qu'à l'accoutumée. La DGFIP n'est évidemment pas épargnée avec, à notre connaissance, 5 décès de collègues en télétravail durant les dernières semaines.

Pour la population, ce sont bien sûr les plus fragiles qui sont les plus touchés.

Les enfants dans les crèches, les élèves et leurs enseignant.es dans les classes, ont dû supporter des températures infernales (entraînant fermetures de classe, droit de retrait ou grèves de personnels pour obtenir quelques ventilateurs).

Dans les transports, quand ils fonctionnent encore, des dizaines de malaises de conducteur.ices et de voyageur.euses ont été signalés.

Les Epadh ne sont pas tous climatisés sans parler des hôpitaux où patients et personnels subissent des chaleurs effroyables. Par exemple des femmes ont accouché sous 32° mettant en danger leur santé et celle de leur bébé.

Des centaines de milliers d'animaux dans les élevages intensifs des fermes-usines ont déjà péri. Les pouvoirs publics se font discrets sur le sujet et ce carnage va conduire à autoriser les agriculteurs à déroger aux règles sanitaires habituellement en vigueur afin qu'ils puissent enterrer les milliers de tonnes d'animaux morts sur leur exploitation avec tous les risques que cela représente pour la santé environnementale donc humaine.

La sécheresse est exceptionnelle et d'une précocité jamais vue avec toutes les conséquences effroyables pour l'agriculture et l'élevage mais aussi pour la flore et la faune sauvage qui va être décimée.

Et tout cela comme si cette situation était totalement imprévisible et que des mesures d'adaptation n'avaient pas pu être mises en œuvre !

Mais où sont passées les 64 milliards gagnés grâce à la journée de solidarité mise en place après la canicule de 2003. Tous.tes les salarié.es et les fonctionnaires travaillent depuis 2004 une journée gratuitement (nous sommes passés à la DGFIP de 1 600 heures annuelles à 1607 heures). Ces milliards auraient pu permettre de climatiser non seulement les Ehpad mais aussi les hôpitaux et les écoles.

De plus, des moyens suffisants auraient dû être mis au profit de l'adaptation des immeubles d'habitation et des locaux professionnels. Mais rien n'a été fait et au contraire, les milliards ont été versés sans contrepartie aux entreprises et notamment les plus grandes (pour rappel 211 Milliards en 2023).

Avec ces milliards qui en grande partie ont directement profité aux actionnaires, beaucoup aurait pu être fait pour privilégier une économie en faveur du développement durable, pour rompre avec des pratiques écocides comme l'agriculture intensive, pour protéger l'environnement, pour adapter les bâtiments et en construire de nouveaux réellement adaptés.

C'est tout l'inverse qui a été fait par les gouvernements successifs avec une accélération des mesures néfastes sous les présidences Macron. Cette politique délétère est confirmée par le rapport annuel du Haut conseil pour le climat rendu ce matin.

Si les plus fragiles et les plus précaires sont les premières victimes, la canicule atteint tout le monde physiquement mais aussi pour beaucoup psychologiquement avec une explosion de l'éco-anxiété !

Or renvoyer chacun.e à des gestes individuels est un bon moyen pour le gouvernement de se dédouaner et de poursuivre sa politique écocide et mortifère telle qu'exigée par les donneurs d'ordre. Toujours plus de moyens pour les plus riches, pour l'agro-business mais aussi pour la marche forcée à la guerre.

Nous avons vu des gens se battre dans l'espoir d'acheter un ventilateur mais quand il s'agit d'une question de survie, dans son appartement ou pour des proches hospitalisés, est-ce bien surprenant ? Ne nous trompons pas, c'est bien le gouvernement qui porte la responsabilité de telles situations choquantes quand des personnes en arrivent là. Honte également aux industriels qui profitent de cette crise exceptionnelle en organisant de telles ventes flash.

C'est dans ce contexte que le gouvernement vient d'annoncer de nouvelles économies supplémentaires à hauteur de 3 milliards suite à la baisse à 0,7 % des prévisions de croissance pour 2026 !

Dans cette même logique, hier matin lors d'une réunion à Bercy, David Amiel, le ministre de l'Action et des comptes publics et de la fonction publique, a confirmé aux représentants syndicaux qu'il n'y aurait pas d'augmentation générale pour les fonctionnaires cette année et a refusé toute augmentation du point d'indice. Les organisations syndicales appellent donc les agent.es à la mobilisation le 29 septembre prochain. Avant même cette mobilisation, la CGT finances publiques mobilise les agent.es le 8 septembre à partir de 16H à Bercy, sur le parvis, à

un village CGT des services publics rassemblant les 3 fonctions publiques afin de porter les revendications des personnels.

À la DGFIP, les agents souffrent et la canicule n'arrange rien dans de nombreux sites bouillottes thermiques. Comme le fait le gouvernement à l'attention de la population, le message « hydratez-vous » a pour effet non pas de rafraîchir mais de chauffer les esprits tant il est insupportable de s'entendre rabâcher des évidences pendant que l'on déplore les dysfonctionnements en tout genre qui rendent les conditions de travail difficiles.

À Romainville, c'est, comme vous l'avez nommé, notre « fichu bâtiment » de Haute Qualité Environnementale (cela nous a été tellement vanté avant notre emménagement), qui voit une partie du système de rafraîchissement tomber en rade visiblement à cause de la chaleur sur le toit ! De nombreux bureaux ont ainsi avoisiné les 30°C pendant plusieurs jours. Au-delà de la panne, qui permet déjà de questionner l'adaptation de ce bâtiment neuf aux perspectives climatiques, se pose la question de l'isolation du bâtiment, visiblement incapable de conserver la fraîcheur !

Aussi, nous réitérons notre demande de mesures plus larges permettant que chacun.e puisse adapter son rythme de vie et de travail aux chaleurs avec la possibilité de réaliser des journées continues et l'adaptation des plages horaires.

Notre direction est également loin d'être exemplaire sur le plan climatique au niveau de la restauration. Quand il est reconnu que la consommation de viande est directement liée à l'augmentation de la production de gaz à effet de serre, le choix d'options végétariennes demeure limité et pas toujours équilibré. Nous sommes également loin de la dynamique encourageante suivie par les écoles et certains restaurants administratifs qui proposent un repas hebdomadaire exclusivement végétarien.

Sur l'accompagnement des agent.es aux choix de mobilités durables, notre direction n'est également pas à la hauteur – cela est signalé par les agent.es dans l'observatoire interne. Doit-on rappeler l'attribution de la prime de déménagement sur le critère du temps de trajet en voiture et non sur la base des transports en commun ou des mobilités douces ?

S'agissant de l'ordre du jour de ce CSAL, le premier point correspond aux résultats de l'observatoire interne de la DGE. Aucune bonne surprise n'en ressort. Au contraire, les indicateurs sont inquiétants.

- Sur l'organisation du travail. Les collègues signalent une mauvaise répartition de la charge de travail (45%) et évaluent, en moyenne, leur stress à 6/10. Les agent.es de la DGE ne se sentent également pas reconnus et valorisés à 41 %.

- Sur les conditions matérielles de travail, on relève une baisse importante de l'indicateur, passé de 80 % de collègues satisfait.es en 2024 à 71 % aujourd'hui, soit une chute de 9 points en 2 ans. L'installation dans notre nouveau bâtiment ne nous semble pas étrangère à ce résultat.

- Sur l'avenir au sein de la direction, les collègues sont à la fois peu optimistes de la direction à 46 % et doutent de leurs possibilités d'avancement ou de promotion (54%) et sur son caractère objectif (49%).

Nous relevons également que seul 1 collègue sur 6 concerné par un problème le fait remonter sur Signal FiP. Ce chiffre nous inquiète. Il est essentiel que la direction communique sur l'importance de signaler tout sujet lié aux risques et à la sécurité des agent.es, notamment auprès des personnes nouvellement arrivées qui ne sont pas forcément familiarisées avec ces procédures. Aucun.e agent.e ne devrait hésiter à utiliser l'application !

Le second point à l'ordre du jour concerne les groupes de travail relatifs à la « DGE 2027 ». En l'absence de tout document communiqué, nous attendons votre compte-rendu avec la plus grande impatience.

Nous aurons enfin quelques sujets à évoquer en points divers.